

Première Réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement « Ouvrer à l'élaboration d'un Programme de développement inclusif pour l'après-2015 »

(Troisième version du projet de Communiqué de la RHN du Mexique, 1^{er} avril 2014)

I. Le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement et la mise en œuvre du Programme de développement pour l'après-2015

1. Nous, Ministres et principaux représentants de pays développés et de pays en développement, d'institutions multilatérales, régionales et bilatérales de développement et financières, de parlements et d'autorités locales, d'entités du secteur privé, de fondations philanthropiques et d'organisations de la société civile, nous sommes réunis à Mexico les 15 et 16 avril 2014, dans un esprit d'inclusion et de solidarité totales, à l'occasion de la première Réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, en vue de tirer parti des principes partagés, des objectifs communs et des engagements différenciels qui nous unissent dans notre recherche collective d'un développement plus équitable et plus durable à l'échelle mondiale.

2. Le développement mondial se trouve à un tournant décisif. Malgré les progrès accomplis dans le cadre des OMD, la pauvreté et l'inégalité, dans leurs multiples dimensions et dans toutes les régions, restent les défis majeurs. La faiblesse et l'irrégularité de la croissance économique mondiale, l'insécurité des approvisionnements en vivres, en eau et en énergie, l'absence d'une éducation de qualité et d'un emploi décent pour tous, les situations de conflit, de fragilité et de vulnérabilité aux chocs économiques, aux catastrophes naturelles et aux pandémies, constituent également des préoccupations urgentes dans de nombreuses régions du monde. La gestion du changement climatique et du patrimoine mondial ajoutent un autre degré de complexité à notre programme mondial. En même temps, les possibilités de développement humain sont immenses et nous avons à notre disposition les moyens de mettre fin à la pauvreté à l'échelle mondiale en l'espace d'une génération. Mais pour y parvenir, nous devons rassembler notre volonté politique pour nous impliquer dans une action audacieuse et soutenue en faveur d'un développement partagé, d'une meilleure égalité entre les hommes et les femmes ainsi que de la promotion et de la défense des droits de l'homme, y compris du droit au développement.

3. Alors que l'Organisation des Nations Unies travaille à la conception d'un programme unifié et universel de développement inclusif et durable pour l'après-2015, qu'il faudra mettre en œuvre avec fermeté, le PMCED cherchera à faire progresser les efforts tendant à assurer une coopération pour le développement plus efficace, avec l'élimination de la pauvreté comme élément fondamental, dans le cadre du « comment » de la mise en œuvre de ce nouveau programme mondial. Dans cette perspective, nous promettons de travailler en synergie et en coopération avec les autres acteurs, tels que le Forum pour la coopération en matière de développement des Nations Unies..

4. Le PMCED s'engage fermement à mettre en œuvre un changement de paradigme, de l'efficacité de l'aide à la coopération efficace au service du développement, étayé par l'utilisation systématique de l'effet catalyseur de l'APD, en tant que source principale de l'aide internationale

au développement, afin de mieux soutenir l'impact général à long terme sur le développement d'une mobilisation renforcée des ressources intérieures et la convergence des efforts de tous les acteurs privés et publics du développement à tous les niveaux.

5. Forts de cette conviction, nous nous engageons à honorer tous nos engagements quantitatifs et qualitatifs en faveur du financement du développement inclusif et durable, en particulier ceux convenus dans le cadre du Consensus de Monterrey et de son suivi ainsi qu'à l'occasion des conférences des Nations Unies sur les pays les moins avancés, et, en particulier concernant l'APD. Sur la base de ce principe, nous réaffirmons notre détermination, telle qu'énoncée lors du Forum de haut niveau de Busan sur l'efficacité de l'aide, à obtenir des résultats tangibles, à créer des opportunités pour tous, et à assurer un avenir durable qui n'exclut personne.

6. Nous reconnaissons et adoptons la diversité des rôles que toutes les parties prenantes de la coopération peuvent jouer au service du développement, s'appuyant sur des objectifs communs et des principes partagés. Dans ce contexte, nous encourageons à redoubler d'efforts pour soutenir l'efficacité de la coopération pour le développement en fonction de nos situations nationales spécifiques. Nous réaffirmons également que la nature, les modalités et les responsabilités qui s'appliquent à la coopération Sud-Sud diffèrent de celles qui s'appliquent à la coopération Nord-Sud. Les principes, engagements et actions convenus dans le document final du Forum de haut niveau de Busan sur l'efficacité de l'aide serviront de référence aux partenaires Sud-Sud sur une base volontaire.

II. Des actions concrètes vers des résultats de développement inclusif et durable

II. A. Progrès accomplis depuis Busan et développement inclusif

7. La coopération Nord-Sud joue un rôle distinct dans le respect des engagements pris à l'occasion du Forum de haut niveau de Busan sur l'efficacité de l'aide en 2011. Ces engagements fondés sur le Programme d'action d'Accra de 2008, la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide de 2005 et sur la Déclaration de Rome sur l'harmonisation de 2003. Nous nous réjouissons des informations précieuses fournies par le rapport de suivi à l'échelle mondiale du PMCED sur la mise en œuvre de ces engagements avec l'appui de 46 pays qui se sont portés volontaires pour participer à cet exercice, ainsi que des données supplémentaires transmises par d'autres rapports nationaux pertinents et par d'autres entités telles que les Éléments constitutifs de l'après-Busan. Compte tenu de ces informations, nous saluons les progrès réalisés dans le cadre du soutien apporté aux principes de Busan d'appropriation nationale, d'orientation vers les résultats, de caractère inclusif, ainsi que de transparence et de redevabilité mutuelle. Toutefois, nous reconnaissons aussi que beaucoup plus d'efforts et de changements de comportement s'imposent pour mettre pleinement en œuvre ces engagements. Le Programme inachevé sur l'efficacité de l'aide reste très préoccupant. Par conséquent, forts d'une volonté politique et d'un sentiment d'urgence renouvelés, nous nous engageons à supprimer rapidement les faiblesses et les goulets d'étranglement identifiés par des actions concrètes et durables. À mesure que nous progressons, nous soulignons ce qui suit :

Appropriation des priorités de développement par les pays en développement

8. Nous tenons à souligner les actions mises en place aussi bien dans les pays donateurs que dans les pays bénéficiaires ainsi que par les institutions multilatérales pour s'assurer que l'APD soit alignée sur les priorités et les stratégies nationales et adaptée aux besoins et aux situations spécifiques à chaque pays. Nous encourageons les pays bénéficiaires à continuer de promouvoir des programmes de réforme et de développement nationaux qui contribuent au bien-être économique et social des citoyens et nous pressons les donateurs de soutenir sans réserve ces efforts.

9. Dans ce contexte, nous convenons de renforcer nos actions afin de continuer à améliorer l'appropriation et la direction nationales en les alignant sur le programme et le contexte de développement de chaque pays et en les adaptant à ceux-ci. En particulier, nous avons décidé de

relancer les efforts pour consolider et utiliser les systèmes nationaux en tant qu'option par défaut, favoriser l'évaluation et le dialogue concernant les domaines où leur utilisation est appropriée, envisager le soutien budgétaire dans le cadre d'une combinaison adéquate d'instruments d'acheminement, poursuivre le déliement de l'aide autant que possible, améliorer la décentralisation de la coopération au développement, notamment en s'attachant à promouvoir la passation des marchés au niveau local, et pour soutenir les ambitions des pays partenaires d'une meilleure coordination, évaluation et gestion de la pluralité de l'aide.

10. En outre, conformément aux priorités et aux politiques énoncées par les pays bénéficiaires, nous continuerons à éviter la fragmentation de l'aide, à poursuivre la division du travail sous la direction nationale, à renforcer la programmation conjointe, à prendre des mesures et à améliorer la coordination afin de relever le défi des pays bénéficiant potentiellement d'une aide insuffisante, à mieux utiliser les institutions multilatérales et à mettre en commun les dispositifs de financement, et, à titre prioritaire, à assurer la prévisibilité des flux d'APD en accord avec les engagements pris à Paris, Accra et Busan. Dans ce contexte, nous encourageons tous les fournisseurs d'aide au développement, à participer activement aux mécanismes de coordination dirigés à l'échelon national.

Orientation vers les résultats

11. Nous reconnaissons et favorisons l'élargissement et le renforcement des initiatives, des politiques et des instruments opérationnels mis en place en vue d'améliorer les cadres de résultats nationaux afin de mieux gérer, suivre, évaluer et communiquer les progrès et donc, de fournir une plateforme solide pour promouvoir l'intensification du soutien, le renforcement des capacités nationales et la mobilisation de ressources et d'initiatives supplémentaires en faveur de la maximisation et de la durabilité des résultats et des impacts en matière de développement, conformément aux priorités et aux politiques formulées par les pays bénéficiaires.

Partenariats et développement inclusifs

12. Nous encourageons des progrès continus pour s'assurer que l'ensemble des parties prenantes et des opinions soient dûment reconnues et que l'espace nécessaire soit imparti et développé afin d'améliorer l'appropriation inclusive et démocratique du Programme de développement, notamment par l'autonomisation de la femme, dans un esprit d'ouverture, de confiance ainsi que de respect mutuel et d'apprentissage, résultant des rôles différents et complémentaires de tous les partenaires au développement.

13. Nous favorisons le renforcement du rôle essentiel des parlements dans l'établissement de liens entre les citoyens et le gouvernement, dans la mise en place d'un cadre juridique relatif à une coopération efficace au service du développement, y compris de normes visant à canaliser les investissements et les recettes du secteur privé vers un développement inclusif et durable, et dans la supervision des processus et des plans d'actions de coopération pour le développement.

14. Nous encourageons par ailleurs l'apport d'une aide supplémentaire aux gouvernements locaux pour leur permettre d'assumer pleinement leur rôle dans la formulation des politiques, la prestation de services, et, dans l'amélioration de la participation, de la transparence et de la redevabilité au niveau infranational, notamment par le biais de la décentralisation, du renforcement des capacités, de l'accès aux données, de la protection juridique et de la coopération internationale.

15. Les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle important pour permettre aux individus de revendiquer leurs droits, pour formuler des politiques et établir des partenariats en matière de développement ainsi que pour superviser leur mise en œuvre. À cet égard, nous encourageons la mise en place de mécanismes de dialogue inclusif entre les diverses parties prenantes à l'échelon national qui maximisent les contributions des OSC à une coopération efficace au service du développement.

16. Nous reconnaissons que le secteur privé est un acteur important de la coopération au développement, en partenariat avec le secteur public et d'autres parties prenantes, comme souligné au chapitre II.E de ce Communiqué.

17. Nous tenons également à souligner la valeur ajoutée que les fondations philanthropiques apportent à la coopération pour le développement. En particulier, nous nous félicitons des directives volontaires pour l'engagement philanthropique efficace, conjointement élaborées avec le réseau de l'OCDE des fondations travaillant pour le développement, et, encourageons un dialogue et une coopération continus entre les diverses parties prenantes du développement afin d'encourager leur mise en œuvre et leur suivi.

Transparence et redevabilité mutuelle

18. Nous prenons acte des progrès accomplis au niveau mondial en faveur d'une meilleure transparence et d'une redevabilité accrue, alors qu'un nombre croissant de fournisseurs de coopération améliorent la disponibilité des informations sur la portée et les résultats ainsi que sur les répercussions de leurs actions et de leurs budgets de coopération, notamment grâce aux efforts déployés pour mettre en œuvre le standard commun ouvert d'ici à 2015, en tenant compte des systèmes de présentation de rapports statistiques du DAC-OCDE et des efforts complémentaires de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide. Pour s'assurer que les gains obtenus sur la transparence au niveau mondial se traduisent en avantages réels au niveau national, nous encourageons l'accélération des efforts déployés pour honorer les engagements pris à Paris, Accra et Busan en ce qui concerne la ponctualité, l'exhaustivité, la comparabilité, l'accessibilité, l'utilité et le caractère prévisionnel des informations, en tenant compte en particulier d'améliorer la qualité des informations et ainsi, leur utilisation accrue, en tant qu'étapes critiques vers le renforcement de la redevabilité mutuelle.

Soutenir la transition vers la résilience des États fragiles et touchés par un conflit

19. Nous réaffirmons la priorité et l'urgence de soutenir les États fragiles et touchés par un conflit au cours de leur transition pour sortir de la fragilité et s'acheminer vers la résilience et la centralité de la paix en faveur du développement durable, notamment dans le cadre du Programme de développement pour l'après-2015. Ceux d'entre nous qui ont approuvé le « *New Deal* » élaboré par le Dialogue international pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État et le groupe G7+, continuerons de mener des actions visant à mettre pleinement en œuvre les engagements dont nous avons convenus. À cette fin, nous déterminerons des critères de référence précis et établirons des plans concrets pour l'exécution de la coopération et nous veillerons au respect des principes d'ORIENTATION et de CONFIANCE. Nous nous engageons collectivement à relever les défis en vue d'améliorer l'efficacité et les résultats de l'APD acheminée vers les États fragiles les plus pauvres. En outre, nous redoublerons d'efforts afin de s'assurer que l'intégralité de la coopération pour le développement serve à renforcer la stabilité et à traiter les vecteurs de conflit. Nous reconnaissons que ces efforts nécessiteront l'apport d'un soutien supplémentaire aux secteurs désignés comme prioritaires par les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État, tels que déterminés par les évaluations spécifiques au contexte qui prennent en compte les opinions des communautés et de la société civile.

II.B. Mobilisation des ressources intérieures

20. Nous sommes conscients du défi majeur qui consiste à assurer la mobilisation adéquate des ressources intérieures publiques et privées pour soutenir le développement. La mobilisation adéquate des recettes publiques est nécessaire au financement direct et à la levée optimale de fonds privés pour des investissements dans les services publics et la protection sociale, le développement institutionnel et humain, les infrastructures de base et une croissance économique forte et inclusive.

21. Nous nous engageons à soutenir le renforcement des systèmes fiscaux reposant sur une assiette imposable plus large et sur une structure progressive qui soit juste et équitable, en accord

avec les normes internationales de bonne gouvernance en matière fiscale. Nous affirmons de nouveau et avec force notre engagement à lutter contre la corruption, le blanchiment de capitaux et les flux illicites, notamment par la restitution des avoirs volés et le renforcement de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la corruption et autres accords auxquels nous sommes parties, tels que la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales. Nous saluons également le projet de l'OCDE/G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices. Par ailleurs, nous apprécions et encourageons la poursuite des efforts déployés par les pays, le Comité d'experts de l'ONU sur la coopération internationale en matière fiscale et les institutions multilatérales et bilatérales pour renforcer la coopération internationale et l'échange d'informations sur les questions fiscales entre pays et pour apporter une expertise, une assistance technique et un renforcement des capacités dans le domaine fiscal, tels que requis par les pays en développement.

22. Le renforcement et le développement d'un secteur financier national accessible à tous, l'accès abordable des petites et moyennes entreprises, des particuliers et des ménages à l'ensemble de la gamme et des moyens des services financiers, la réduction des coûts de transfert des envois de fonds des travailleurs migrants, la transition de particuliers et d'entreprises à l'économie formelle, ainsi que la gestion durable des ressources naturelles, constituent aussi des possibilités clés de soutien à une croissance économique inclusive, de mobilisation et de canalisation des ressources intérieures pour le développement, que nous nous engageons à soutenir activement.

II.C. Pays à revenu intermédiaire

23. Les pays à revenu intermédiaire (PRI) sont classés en fonction de l'indicateur - revenu par habitant - qui a une portée limitée et ne tient pas compte de la diversité et de la complexité des défis de développement auxquels ces pays sont confrontés, comme la pauvreté, l'inégalité, les vulnérabilités aux chocs économiques, aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles, le manque d'innovations et de compétitivité dans les secteurs économiques dynamiques, les risques de « piège du revenu intermédiaire » et les faiblesses institutionnelles. Les PRI comptent le plus grand nombre de personnes au monde vivant dans la pauvreté. La coopération mondiale pour le développement s'avérerait inefficace, si le soutien dont ils bénéficient est progressivement supprimé, en fonction uniquement, du critère de revenu par habitant.

24. Nous reconnaissons la nécessité de concevoir des méthodologies permettant de mieux représenter les réalités complexes et diverses des PRI et de fournir une meilleure base à des stratégies flexibles, ciblées et différenciées de coopération efficace au service du développement avec les PRI, fondées sur leurs situations nationales spécifiques et leurs capacités sectorielles et régionales pertinentes, y compris à travers des mécanismes de financement innovant, l'octroi de prêts, l'offre d'une coopération technique ainsi que l'attribution de dons selon les besoins, et de l'APD bilatérale pour les pays qui en ont toujours besoin, en particulier les PRI de la tranche inférieure, et, nous encourageons la formulation de propositions concrètes de la part de toutes les parties prenantes pour relever ce défi.

25. Nous soulignons que l'appui aux PRI ne devrait pas s'effectuer au détriment du soutien apporté aux autres catégories de pays, telles que les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les autres pays à faible revenu en Afrique et dans les autres régions. En outre, nous mettons en exergue la nécessité d'examiner des moyens de soutenir des transitions en douceur des pays, d'une catégorie inférieure de revenu à une catégorie supérieure, afin de veiller à ce que les ajustements éventuels sur les régimes concessionnels et les autres instruments de coopération pour le développement n'entravent pas les progrès réalisés par ces pays en matière de développement.

26. Tout comme nous reconnaissons l'importance croissante des PRI dans l'économie mondiale, et dans le relèvement des défis mondiaux, régionaux et transfrontaliers, nous sommes conscients

du double rôle que certains PRI jouent en tant que fournisseurs et bénéficiaires de la coopération au développement et nous soulignons l'importance de soutenir leur rôle précieux dans la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire.

II.D. Coopération Sud-Sud, coopération triangulaire et partage des connaissances

27. Les partenaires du Sud contribuent de plus en plus activement à l'échange d'expériences en matière de développement et à la coopération avec d'autres pays en développement, en particulier, grâce au développement économique et des infrastructures, aux services publics et à la protection sociale, au renforcement de la résilience, au partage des connaissances et à une coopération régionale et à des initiatives d'intégration. Nous nous réjouissons de l'impact positif de ces précieux efforts de coopération axée sur la demande et nous encourageons leur développement et renforcement, en partenariat avec toutes les parties prenantes, tout en reconnaissant que la coopération Nord-Sud reste toujours le courant dominant de la coopération internationale pour le développement et que la coopération Sud-Sud ne la remplace pas mais la complète. Dans ce contexte, nous saluons les initiatives entreprises par les partenaires du Sud pour mieux comprendre la nature et les modalités de la coopération Sud-Sud et les moyens de renforcer son impact sur le développement ainsi que ses synergies avec les efforts d'autres partenaires et modalités de coopération pour le développement.

28. La coopération triangulaire est une façon innovante de promouvoir la formation de partenariats inclusifs, reposant sur le rôle et la volonté des pays bénéficiaires et permettant de rassembler la diversité et la richesse des expériences, des enseignements tirés et des différents actifs des partenaires du Nord et du Sud, ainsi que des institutions multilatérales, régionales et bilatérales de développement et financières, en maximisant, grâce à des programmes de coopération bien soutenus, l'utilisation de solutions locales efficaces adaptées aux contextes nationaux spécifiques. Nous encourageons le déploiement d'initiatives de coopération triangulaire, au niveau tant stratégique que de projets, qui tire parti de manière optimale des avantages respectifs de l'ensemble des partenaires au développement, conformément aux priorités et aux politiques énoncées par les pays bénéficiaires.

29. Nous sommes conscients de l'importance du partage des connaissances mené par les pays pour l'efficacité du développement, eu égard en particulier à sa précieuse contribution au renforcement des capacités nationales et locales. Le partage des connaissances peut impliquer des approches Nord-Sud, Sud-Nord, Sud-Sud et triangulaires ainsi que régionales, y compris la participation des parties prenantes publiques et privées, et le soutien précieux des organisations multilatérales. Nous encourageons la création de réseaux pour l'échange des connaissances, l'apprentissage collégial et la coordination entre tous les partenaires au développement. Dans ce contexte, nous soutenons la promotion active du transfert volontaire de technologies, selon des modalités et des conditions convenues d'un commun accord, et du renforcement des capacités en vue de soutenir les efforts déployés par les pays en développement pour relever les défis liés au développement inclusif et durable.

30. De façon critique, comme convenu à la réunion de haut niveau de Bali sur la coopération Sud-Sud en juillet 2012, nous favoriserons le partage des connaissances et l'apprentissage mutuel par le biais de centres de connaissances en renforçant la capacité des institutions nationales à participer systématiquement au partage des connaissances axées sur les résultats. À l'avenir, cette initiative devrait encourager davantage de processus de partage des connaissances menés par les pays ainsi que la continuation de réunions régulières de haut niveau sur un centre de connaissances dirigé à l'échelon national

II.E. Les entreprises en tant que partenaires au développement

31. Nous sommes conscients de l'importante contribution des entreprises à l'éradication de la pauvreté et à la durabilité, grâce à une croissance économique forte et inclusive, à la création de richesses et d'emplois décents, à l'entrepreneuriat, à la productivité et à l'innovation, au partage des

connaissances et au transfert de technologies, et à l'accès élargi aux biens et services pour tous. Dans ce contexte, nous soulignons l'importance capitale de la promotion d'un environnement d'affaires favorable, propice à la réalisation d'un développement inclusif et durable, grâce à des cadres stratégiques et réglementaires appropriés.

32. Nous saluons les efforts déployés pour renforcer et mettre en place des plateformes et des centres de dialogue inclusif et structuré, entre les diverses parties prenantes, au sujet du large éventail de partenariats public-privé, dans le but d'améliorer l'alignement des principaux objectifs d'affaires et de développement en renforçant la mise en œuvre de valeurs communes, accompagnée de l'étendue de la chaîne de valeurs et des modèles de consommation et de production durables et de la redevabilité sociale et environnementale des entreprises. En outre, c'est avec beaucoup d'intérêts que nous prendrons connaissance des résultats et de l'impact sur le développement de ces efforts et que nous travaillerons ensemble pour en effectuer leur suivi.

33. Nous encourageons le développement des mécanismes de financement innovant public-privé qui partagent judicieusement les risques d'investissements, maximisent l'impact sur le développement économique, social et environnemental à côté de la rentabilité financière, et renforcent l'entrepreneuriat et l'inclusion financière. Nous encourageons également la poursuite des efforts visant à intensifier le financement privé en faveur du développement dans le cadre de partenariats avec l'ensemble des parties prenantes dans des secteurs stratégiques tels que l'agriculture, la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement et l'infrastructure.

34. Les petites et moyennes entreprises jouent un rôle essentiel dans la réalisation d'une croissance économique inclusive, la création d'emplois décents, et l'accroissement de l'accès des pauvres aux finances, biens et services, en particulier dans les pays en développement. Nous insistons sur la nécessité de soutenir pleinement ces entreprises et d'améliorer leur impact sur le développement, par le biais de conditions de cadres appropriés, du renforcement de l'inclusion financière, de la coopération technique et des capacités.

III. Les dispositions pratiques et l'évolution du rôle du PMCED

35. Nous organiserons une Réunion bisannuelle de haut niveau du PMCED pour faire le point sur les progrès réalisés et identifier les moyens de faire progresser l'efficacité de la coopération au développement. Notre prochaine Réunion de haut niveau aura lieu à [...].

36. Nous continuerons à faire progresser notre processus sous la direction du Comité de pilotage qui est responsable devant les différentes circonscriptions et qui en est représentatif. Il reflète aussi le caractère « multi-parties prenantes » et pragmatique du PMCED. Le Comité de pilotage continuera de se réunir régulièrement. Nous attendons avec impatience la tenue de sa première réunion après le Mexique à la veille du Forum des Nations Unies pour la coopération en matière de développement, en juillet 2014, à New York. Nous exprimons notre gratitude aux membres sortants du Comité de pilotage, nous félicitons nos coprésidents nouvellement élus et nous souhaitons chaleureusement la bienvenue à tous les nouveaux membres.

37. Nous saluons l'initiative de la Corée consistant à l'organisation d'un atelier annuel pour faire le point et réunir des partenaires en vue d'examiner la mise en œuvre des engagements de Busan au niveau de chaque pays, et ce, afin de soutenir la constitution d'un dialogue et d'un engagement politique mondial de haut niveau fondé sur des données probantes concernant l'efficacité de la coopération au développement. Nous soutenons les demandes d'une « révolution des données » au service du développement durable afin de renforcer les capacités de collecte des données de qualité et d'analyse statistique pour effectuer le suivi des progrès et évaluer l'impact sur le développement.

38. Nous convenons de procéder à un examen multi-parties prenantes complet des dispositions de suivi et de présentation de rapports au niveau international sur le respect des engagements de Busan vers la fin de l'année 2015 ou le début de l'année 2016, en vue d'évaluer les moyens qui

permettront leur amélioration continue et leur pertinence vis-à-vis du futur Programme de développement pour l'après-2015.

39. Nous remercions le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Organisation de coopération et de développement économiques, pour l'aide qu'ils ont apportée au PMCED et les invitons à continuer de soutenir son bon fonctionnement. Nous étudierons également les moyens de renforcer la coopération avec les organisations et les plateformes régionales.

40. Ensemble, nous nous engageons à veiller à ce que le PMCED continue d'avoir un rôle constructif et pragmatique dans la coopération internationale pour le développement, maintenant, et lorsqu'un cadre pour l'après-2015 aura été adopté. Dans cette perspective, nous confions au Comité de pilotage la responsabilité de transmettre le message et les résultats de cette première Réunion de haut niveau du PMCED à tous les processus convergents intergouvernementaux et multi-parties prenantes, y compris au Forum pour la coopération en matière de développement des Nations Unies, à la Conférence internationale des Nations Unies sur les petits États insulaires en développement, à la Conférence internationale sur le financement du développement et aux délibérations des Nations Unies quant à la conception du Programme de développement pour l'après-2015.

ANNEXE : Initiatives volontaires du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement.

L'Annexe sur les initiatives volontaires offrira une plate-forme précieuse visant à souligner les efforts pragmatiques considérables menés par diverses parties prenantes du PMCED et inscrits dans l'ordre du jour de la RHN. Les lignes directrices relatives à la présentation de ces initiatives sont les suivantes :

1. *Les annonces/engagements/promesses de dons ne devraient pas dépasser 100 mots et contenir une brève description de l'initiative, des livrables (prestations à fournir) et du résultat attendu.*
2. *Veillez préciser les partenaires impliqués et les moyens pour les partenaires intéressés, d'y participer.*
3. *Veillez donner le calendrier des livrables jusqu'à la prochaine RHN post-Mexico.*
4. *Si possible, veuillez fournir des liens vers des informations supplémentaires.*
5. *Veillez fournir les coordonnées d'une personne-ressource.*

*Veillez noter que la date limite pour soumettre ces initiatives est **le 10 avril 2014**.*